

Perspectives

N°23/133 – 3 mai 2023

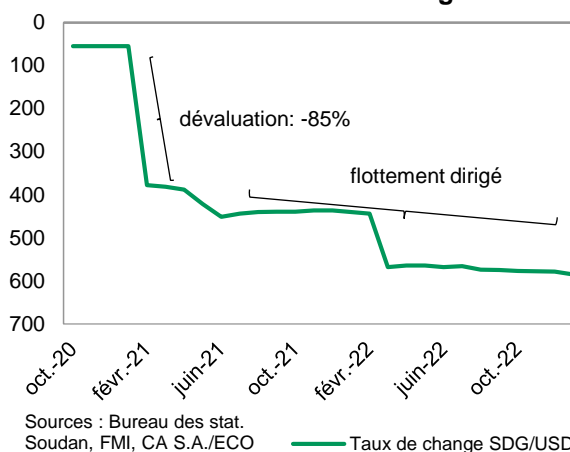
SOUDAN – L'instabilité politique, un frein à l'économie

En avril, des affrontements meurtriers ont éclaté au Soudan entre l'armée et le groupe paramilitaire Forces de soutien rapide (FSR). Ils sont le résultat d'une lutte de pouvoir pour le contrôle du pays.

Le Soudan est en proie à une crise économique et sociale depuis la destitution du dirigeant de longue date, Omar el-Béchir, en 2019, suite aux protestations de la population. En effet, suite à l'éviction de O. el-Béchir, lui-même arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1989, un gouvernement mêlant civils et militaires avait été mis en place pour assurer une transition vers un régime démocratique. Le Conseil souverain de transition devenait alors l'organe compétent pour superviser cette transition, avec à sa tête le général Abdel Fattah al-Burhan, commandant militaire et son chef adjoint Mohamed Hamdane Daglo, lieutenant-général du groupe paramilitaire FSR. Or, ces deux généraux ont orchestré en 2021 un coup d'État, coupant ainsi court à la transition vers la démocratie qui avait été entamée. Bien qu'alliés au début, des frictions existent entre ces deux protagonistes, notamment sur l'intégration du FSR dans l'armée, ce qui a finalement poussé à l'éruption des violences actuelles.

En plus d'évoluer dans un environnement international très incertain, l'économie soudanaise est victime de l'instabilité politique qui règne dans le pays, parmi les plus pauvres au monde. En particulier, la sécession du sud du Soudan en 2011 a été une calamité privant le pays des trois quarts de ses réserves de pétrole. En conséquence, la richesse nationale s'est effondrée (environ -17% en 2012), ainsi que les réserves de change, passant de 1,4 milliard de dollars en moyenne entre 2005 et 2010 à 171 millions de dollars en moyenne en 2011-2021. Ainsi, la livre soudanaise s'est effondrée, de 2,3 livres par dollar en moyenne en 2005-2010, à 49 livres par dollar en 2019-2021. Une hausse des prix en résulte, notamment alimentaires, ce qui a poussé aux révoltes de 2019. Par ailleurs, la période de transition a été très mouvementée sur le plan économique avec trois années de récession (2018-2020) et une dette publique colossale (atteignant 275% du PIB en 2020 et environ 130% du PIB en 2022). En outre, pour répondre aux conditions de l'aide accordée par le FMI, le gouvernement a, d'une part, dévalué la livre soudanaise à 375 livres par dollar en 2021 et adopté un régime de change flottant et, d'autre part, supprimé les subventions aux carburants. Or, ces mesures ont entraîné une flambée des prix encore plus importante, avec une inflation à trois chiffres (140% en 2022, après un pic à 360% en 2021) alimenté par ailleurs par la monétisation du déficit budgétaire. Ces conditions ont nourri la colère du peuple et ont ouvert la voie au putsch militaire. Le pays se trouve dès lors isolé sur la scène internationale avec un accès aux financements internationaux très restreint, notamment avec le gel de nombreuses aides et la suspension de l'accès à l'allègement de la dette sous l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE) du FMI auquel il était éligible. De plus, les revenus et les dépenses de l'État

Soudan : taux de change



ne représentent qu'environ 11% et 13% du PIB, respectivement, rendant le développement économique du pays encore très dépendant de l'aide internationale.

En outre, la France, à l'instar de nombreux autres pays comme les États-Unis ou encore le Royaume-Uni, a dû procéder à l'évacuation de son corps diplomatique et de ses ressortissants, ainsi que ceux des autres pays de l'Union européenne. Enfin, sur le plan humain, le bilan est également très lourd : 420 morts et 3 700 blessés selon l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que des dizaines de milliers de déplacés fuyant vers les pays voisins (Égypte, Tchad). Par ailleurs, le pays est également en proie à une crise humanitaire depuis le début des années 2000 et dépend par conséquent de l'aide humanitaire qui risque d'être fortement contrainte, exacerbant davantage la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Article publié le 28 avril 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
02/05/2023	Chine-États-Unis – Les promesses non tenues de l'accord commercial	Asie, Amérique du Nord
02/05/2023	PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole	Agri-Agro-alimentaire
28/04/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
28/04/2023	France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance atteint 0,2% au T1 2023	France
28/04/2023	News géoéconomiques	Géoéconomie
27/04/2023	L'indispensable politique étrangère des entreprises	Géoéconomie
27/04/2023	Italie – Scénario 2023-2024 : 2023, l'année du ralentissement	Italie
27/04/2023	L'indispensable politique étrangère des entreprises	Monde
26/04/2023	Chine – Les paradoxes de la reprise chinoise	Asie

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.